

le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N° 4
Novembre 1963

Prix :
0,20 F - 2 F.B.

Un festival de bonne volonté

LES ENTRETIENS MOLLET-KHROUCHTCHEV

Rentrant de Moscou avec la délégation S.F.I.O. qui vient d'avoir des conversations de parti à parti avec des représentants du C.C. du P.C.U.S. et avec Khrouchtchev en personne, Guy Mollet a déclaré : "Nous avons toujours trouvé dans ce domaine (le combat pour la paix) une remarquable bonne volonté et nous n'avons eu aucun mal à partager sur ce point le souci d'une action générale de tous les hommes de bonne volonté qui, plus loin de nous, ont la même préoccupation de paix".

Disons tout de suite que ce qui nous importe à nous marxistes ce n'est pas qu'il subsiste des "désaccords" entre ces deux vaillants "représentants des travailleurs et du peuple", c'est qu'ils soient d'accord, c'est qu'ils sont effectivement d'accord sur l'essentiel, c'est à dire sur la conservation sociale, sur la conservation du capitalisme. Comme Lénine, dont Khrouchtchev a le front de se réclamer, les

marxistes savent que le capitalisme engendre inévitablement la guerre, quand les oppositions d'intérêts en sont arrivées au point limite, et qu'alors aucune volonté humaine, bonne ou mauvaise, n'y peut rien changer. Comme Lénine, les marxistes disent que pour supprimer l'inévitabilité des guerres, il faut abattre l'Etat du capital. Le problème n'est pas et ne peut pas être "guerre ou paix". Défendre la paix, en alliance avec "tous les hommes de bonne volonté, les progressistes, les démocrates, et même ceux qui sont plus loin de nous" (comme le dit Mollet), c'est à dire avec nos adversaires, avec ceux qui ne veulent pas qu'on touche à un poil du capitalisme, avec ceux qui veulent bien le capitalisme avec ses petites horreurs quotidiennes (comme celles de Longarone, de Peine, d'Ohmuta)

DANS CE NUMERO

- Les entretiens Mollet-Khrouchtchev
- La trahison syndicale ne peut étouffer la lutte de classe.
- Encore une fois l'unité des traîtres
- Pour ou contre la C.G.T. ?
- Lettre d'Italie
- La guerre arrange tout, mais après ?
- Crétinisme parlementaire et culte de la démocratie

LISEZ, SOUTENEZ, DIFFUSEZ

programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N° : 2,50 F - Belgique 35 F.B.

Abonnement 1 an : ordinaire 9 F

de soutien 20 F

Versements : PROGRAMME COMMUNISTE C.C.P. 2202 22 Marseille

Correspondance :

B.P. 375 MARSEILLE-Colbert

B.P. 24 PARIS XIX

mais sans ses grandes horreurs périodiques ; défendre la paix en acceptant la survie du capitalisme qui mène forcément à la guerre, c'est choisir et le capitalisme et la guerre. C'est ce qu'ont fait nos sociaux démocrates en 1919 et la guerre de 1939 ne les a pas fait changer d'avis : une nouvelle guerre mondiale, dix nouvelles guerres mondiales ne les feraient pas changer d'avis. A l'issue de la guerre, ils seront toujours pour l'Ordre et pour la conquête pacifique du pouvoir par la voie parlementaire. Il faut bien qu'ils soient fidèles à la grande trahison d'août 1914. Quant à nos stalino-khrouchtcheviens, trahissant l'appel de Lénine "Guerre ou Révolution", ils sont passés, de 1919 à 1939, à la défense de la démocratie bourgeoise et de la patrie du capital. C'est pourquoi à la fin de la guerre, groupés autour de de Gaulle, l'appel qu'ils surent lancer fut l'appel au sacrifice, le "Produire d'abord !" de la reconstruction. Et en 1946 Thorez parlait évidemment d'une future conquête pacifique du pouvoir!

Aujourd'hui il faut bien que les khrouchtcheviens soient fidèles à leur trahison de 1939 ; nous les voyons donc redoubler de bonne volonté, appeler à l'aide les vieux traîtres expérimentés, et tomber d'accord avec eux pour constater "qu'il importe grandement de faire converger les efforts de la classe ouvrière, des travailleurs, des forces démocratiques et pacifiques dans la lutte pour la paix". Voilà le mot lâché : faire converger. C'est à dire empêcher que les luttes du prolétariat qui ne cesseront de grandir avec la maturation de la nouvelle crise économique, ne prennent une direction propre, ne se donnent un objectif propre ; lier ces luttes aux "efforts" des classes moyennes non salariées, victimes de la concentration du capital, et même aux protestations d'une partie de la bourgeoisie qui pâtit de la politique actuelle de son Etat ; entraver le développement de ces luttes sous prétexte de ne pas affaiblir l'alliance avec les-hommes-de-bonne-volonté-qui-sont-pour-la-paix-comme-nous. Empêcher le prolétariat de se placer sur un terrain de classe, de reconquérir son autonomie de classe, de retrouver son programme et sa stratégie de classe, voilà le but commun aux tacticiens de l'opportunisme ouvrier. Ils nous ont déjà fait le coup en 1935, quand Blum et Thorez s'entendaient avec Daladier pour défendre la démocratie contre le fascisme et la guerre, et en 1936, quand le Fils du peuple enseignait au prolétariat comment, pour ne pas effaroucher le petit-bourgeois radical, "il faut savoir terminer une grève". Et nous avons eu la guerre, le fascisme et la suite.

C'est pourquoi ces gens-là qui passent de l'insulte la plus violente à la courtoisie la plus raffinée, de la rupture définitive aux protestations d'amitié durable qui ne nous font pas rire. C'est vrai qu'il est bien difficile de savoir quel est le plus ridicule des deux : de Khrouchtchev qui reçoit à Moscou, mais qui a fait politiquement le voyage (dont le XXe Congrès ne fut que la dernière étape), ou de Mollet qui fait, physiquement, le voyage, mais qui voit reconnaître comme valables les positions que la Social-Démocratie défend depuis cinquante ans, et auxquelles le bolchevisme avait voulu porter un coup mortel.

C'est vrai qu'ils sont à mettre dans le même sac, ces représentants de la première et de la seconde vague de trahison ouvrière. Mais nous ne rions pas parce que, quand ces gens-là écrivent "il importe grandement...", ils veulent dire et nous comprenons : "il est devenu absolument nécessaire...". Et comme ce qui est nécessaire c'est d'empêcher le prolétariat de reconquérir son autonomie de classe, nous ne

rions pas. Car ils savent ce qu'ils disent et ils font ce qu'ils disent. Et quand ils prévoient "le développement ultérieur de contacts utiles" nous sommes prévenus. S'ils font assaut de bonne volonté c'est pour nous refaire le coup de l'unité, le coup de l'union, le coup du front, populaire et national.

Prolétaires ! à ceux qui vous prêchent la bonne volonté, qui veulent vous lier pour la défense de la paix aux partis des classes non salariées et même à ceux de la bourgeoisie, mais qui vous demanderont demain de ne pas épargner votre sueur, et après-demain votre sang, opposez la plus énergique, la plus déterminée des mauvaises volontés ! Et si vous voulez en finir avec le capitalisme et les guerres, travaillez à la reconstruction de votre parti de classe qui pourra seul y mettre fin, en préparant et en menant l'assaut inéluctable et violent contre l'Etat bourgeois, contre ses fidèles défenseurs "socialistes" et "communistes" et leur bande infecte d'hommes de bonne volonté !

LA TRAHISON SYNDICALE NE PEUT ETOUFFER LA LUTTE DE CLASSE

LES GUEULES NOIRES sont sur le point de se remettre en grève. Leur grande lutte du printemps dernier s'était terminée par la signature d'un protocole d'accord entre les trois centrales syndicales et la Direction des Houillères. Ce protocole promettait aux mineurs que les 11% d'augmentation qu'ils réclamaient tout de suite (et pour lesquels ils s'étaient mis en grève) leur seraient accordés "d'ici le 1er janvier 1964". Nous avons dénoncé à cette époque cette manoeuvre qui avait pour but essentiel de briser un mouvement remarquable par sa force et son ampleur et nous avons stigmatisé l'attitude des 3 centrales ayant signé le protocole mettant fin à la grève et dont les mineurs accueillirent la nouvelle de façon éloquente en huant les délégués. "Ce sont les syndicats de collaboration de classes -disions-nous dans notre tract- qui ont trahi les mineurs." Les agences de presse nous apprennent aujourd'hui que les conséquences de cette trahison sont encore plus lourdes que prévues : non seulement la grève de mars-avril a été sabordée au nom d'un espoir à longue échéance, mais encore cet espoir ne se vérifie plus.

Le 21 octobre les délégués de la C.F.T.C. ont déclaré en effet que "le ministre de l'Intérieur, au cours d'une entrevue avec les délégués mineurs, avait dit 'qu'il n'était pas possible d'augmenter les salaires ainsi que le prévoyait le protocole d'avril' ". Le délégué C.G.T. a confirmé de son côté qu'il lui avait fallu rappeler au ministre "les promesses d'avril". Quant au secrétaire général F.O., il a dit le lendemain "que le climat, dans les bassins, est tendu", "qu'il faudrait peu de chose pour que la situation s'envenime".

Le 25 octobre, au cours d'une réunion commune C.G.T.-C.F.T.C., la C.G.T. a proposé la "préparation d'une grève d'avertissement de 24 heures" pour exiger "l'application des clauses du protocole d'avril concernant la révision des salaires et la réduction de la journée de travail".

Le 6 novembre, d'après l'agence France-Presse, "les organisations syndicales de mineurs, très mécontentes de la position prise par les Charbonnages, s'orientent vers l'action". Cependant, apprenons-nous, une divergence se manifeste entre les centrales syndicales. "Toujours à la pointe du combat" (!), la C.G.T. se borne à

proposer une grève de 24 heures, tandis que F.O. et C.F.T.C., dirigées par des opportunistes bien plus habiles, envisagent une grève plus longue. La C.F.T.C. dénonce "le manquement à la parole donnée et le reniement des engagements et signatures contenus dans le protocole du 3 avril". F.O. se prononce contre "les mouvements sporadiques qui affaibliraient une action bien préparée et de grande envergure, action seule capable de faire changer l'attitude du gouvernement". Ainsi, en apparence tout au moins, les centrales ouvertement jaunes s'avèrent plus combattives que la C.G.T. - ce qui n'est d'ailleurs plus très difficile. Il suffit pourtant de lire la fin du communiqué pour se convaincre qu'elles ne quittent évidemment pas le terrain de la collaboration de classes et du front démocratique avec les classes moyennes ennemies du prolétariat ; elles lancent en effet "un appel à l'opinion publique qui a si bien compris les mineurs en mars et avril dernier, pour suivre de près (!) les événements qui risquent de compromettre la fourniture du charbon français si nécessaire en cette période de l'année."

En conclusion, la capitulation syndicale devant les promesses du "protocole d'avril" n'a apporté aucun remède à la situation des gueules noires, appelées aujourd'hui à "reprendre l'action"... et encore sous la direction de ceux-là mêmes qui les ont trahies.

LES MINEURS DE FER

de Lorraine, autres victimes de la honteuse trahison de mars dernier, se trouvent à leur tour contraints de reprendre la lutte à l'instar de leurs camarades des mines de charbon, tandis que 258 des leurs, privés de travail par un licenciement massif, ont décidé d'occuper, et occupent encore, à Trieux (Meurthe et Moselle) le fond de la mine ; cela depuis deux semaines.

Contre les mineurs de fer, en avril dernier, la manœuvre gouvernementale avait été la même et les larbins du capital que sont aujourd'hui devenus les représentants syndicaux y avaient joué le même jeu. L'objectif du capitalisme, c'était, avec la collaboration de ses laquais, de séparer les deux grands groupes de travailleurs du sous-sol en lutte. Cet objectif fut atteint après 19 jours de grève, lorsque les quelque 20 000 mineurs de fer acceptaient la consigne syndicale de reprise du travail sur de vagues promesses "d'ouverture de discussion", et les gueules noires se retrouvèrent seules dans le combat.

Ces promesses n'ont en rien empêché sanctions et licenciements. Le 2 juillet la C.F.T.C. écrivait au préfet pour lui demander "d'intervenir auprès des exploitants pour que cessent les mesures prises à l'encontre des grévistes". C.F.T.C. et C.G.T. envisageaient alors de reprendre la lutte ; ces putains syndicales s'avaient que "l'esprit de la table ronde (du 12 juin à Metz) avait été violé". Aux dernières nouvelles (6 novembre) les syndicats sont encore en train de discuter sur la forme que devrait prendre l'action envisagée pour défendre les 258 licenciés. Pour l'instant, il n'était question que d'une "marche sur Metz" se concluant par une délégation auprès de ce même haut fonctionnaire qui a déjà présidé la fameuse "table ronde" source de si amères déconvenues. Voilà où en sont les choses. Les "représentants ouvriers" sont toujours prompts à briser l'élan combatif des prolétaires ; ils sont beaucoup moins lestes et empressés lorsqu'il s'agit de les mener à la lutte contre les conséquences de leur propre lâcheté.

o o o o

Mineurs de charbon ou de fer, attention ! Attention, camarades, pour la deuxième manche qui se prépare, vous irez certainement au combat sans hésitation, courageusement comme vous l'avait déjà fait. Souvenez-vous pourtant que si vous n'avez pas été battus, vous n'en avez pas moins été trahis. Vous savez maintenant que le plus dangereux de vos ennemis se trouve à vos côtés, à votre tête : c'est l'équipe des bonzes syndicaux de toute tendance qui vous préparent encore une fois une "table

ronde" bien servie.

Vos misères sont celles de toute la classe ouvrière et elles ne prendront fin qu'avec l'assaut révolutionnaire contre le capitalisme pour sa destruction. Même pour lutter seulement contre les effets de l'exploitation, tout combat prolétarien doit s'inspirer de cet objectif final et c'est de cette seule façon que vous pourrez déjouer les manœuvres de ceux qui vous trahissent et vaincre la résistance de vos exploités.

Le conflit algéro-marocain

LA GUERRE ARRANGE TOUT, MAIS APRÈS ?

L'éclatement du conflit algéro-marocain apporte une nouvelle confirmation à la thèse marxiste sur l'impuissance des mouvements nationaux anti-colonialistes -privés par la trahison de l'opportunisme "communiste" de l'aide du prolétariat métropolitain- à atteindre les objectifs les plus immédiats et les plus modestes. L'unité du Maghreb était un de ces objectifs fondamentaux. Bornées par leur horizon nationaliste et bourgeois, les révolutions anti-coloniales de l'ex- Afrique française du Nord ne pouvaient toutefois donner naissance qu'à des Etats jaloux de leur propre souveraineté, de leurs propres frontières, de leur "propre" pétrole (ou de celui du voisin)- et en effet le conflit entre Alger et Rabat pue le pétrole en même temps que le pire chauvinisme.

Mais, pour l'Algérie comme pour le Maroc, le conflit résoud provisoirement bien des problèmes intérieurs. Hassan II l'a clairement indiqué lorsqu'il a proclamé que la guerre a "consacré, une fois de plus, la communion intense entre le trône et le peuple". Quant à Ben Bella, elle lui a permis de reconstituer l' "unité populaire" qui semblait compromise par la "sécession" kabyle. Mais, le providentiel conflit terminé, les plaies sociales de l'Algérie se rouvriront. L'Humanité peut se contenter des mesures de nationalisation contre indemnité des propriétés françaises en territoire algérien et exulter parce que, comme l'a dit l'histrion Ben Bella, "à cet instant, il n'y a plus une seule parcelle de terre qui appartienne à un colon français" ; ce qui intéresse les paysans arabes et berbères misérables, ce n'est pas ce qui n'appartient plus aux français, mais ce qui n'est pas encore à eux. Et la rhétorique sur le "socialisme algérien" (un "socialisme" qui a de Gaulle pour parrain et qui se fonde sur le fifty-fifty...) ne suffira pas à les satisfaire !

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM ET ADRESSE :
.....
souscrit un abonnement. (rayer les mentions inutiles)

- à Programme Communiste (normal : 9 F - de soutien : 20 F)
- au Prolétaire (normal : 2 F - de soutien : 5 F)
- combiné à Programme Communiste et le Prolétaire (10 F)

Versement à Programme Communiste C.C.P. 2202.22 Marseille

ENCORE UNE FOIS L'UNITE DES TRAITRES ?

L'ampleur de la grève de la Fonction Publique, et surtout le fait que les trois grandes centrales syndicales rivales se soient "mises d'accord" pour un mouvement de 24 heures, prouvent que la crise sociale qui couve sous les apparences rassurantes de la "prospérité" économique est déjà assez avancée pour contraindre les syndicats de collaboration de classes à un pas -bien modeste en vérité- vers la mobilisation d'énergies prolétariennes que la situation de demain nous promet.

Le philistin petit-bourgeois qu'incarne aujourd'hui le personnage typique du "responsable syndical" se réjouit avant tout de voir se réconcilier les dirigeants qui, hier encore, se déchiraient à belles dents. C'est un fait que le temps des discordes syndicales semble définitivement révolu. Finies les critiques acerbes, enterrés désormais les griefs de la C.G.T. contre ses rivales, le reproche de "confessionnalisme" qu'elle adressait à la C.F.T.C., "l'immobilisme" qu'elle stigmatisait chez F.O. lorsqu'elle dénonçait sa servilité à l'égard des gouvernements de la IVe, son parti-pris de "productivisme", son engouement pour le "progrès social" à l'américaine. Cette attitude "dogmatique", cet anachronisme inconcevable, la coexistence pacifique de M. Khrouchtchev les a répudiés complètement ; la C.G.T. d'aujourd'hui est "à la page" et, dans le fond sinon dans la forme, se déclare d'accord avec F.O. et la C.F.T.C. Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes, celui des larbins du capital !

Pourtant la joie du philistin syndical sonne dans le vide, quelque chose d'insolite la trouble, son enthousiasme ne rencontre pas d'écho. La désaffection générale à l'égard de l'activité syndicale ne décroît pas, surtout chez les jeunes ; la masse sollicitée par des grèves toujours plus décevantes, y participe sans illusions : les responsables de service ne parviennent pas, eux-mêmes, à donner l'impression qu'ils sont mieux convaincus. La raison en est bien simple. Même aux yeux des moins avertis, une évidence s'impose : toutes ces grèves, tournantes, partielles, limitées, renouvelées avec la monotonie d'un calendrier, n'aboutissent à rien. Les

POUR OU

Il est bien vrai -on nous le reproche quelquefois- que nous attaquons plus souvent et plus durement la C.G.T. que les autres organisations syndicales. Pourquoi ? Parce que Force Ouvrière et la C.F.T.C. sont par définition des syndicats de collaboration de classes, qu'ils ont été créés pour être des organismes de jeunes et qu'ils professent ouvertement le culte de la démocratie bourgeoise. Tandis que la C.G.T., de par sa lointaine origine révolutionnaire et ses grandioses actions d'autrefois, est la dépositaire d'une profonde et vivace tradition de lutte ouvrière.

Qui accepte "lutte de classe" et "révolution" et les préconise chez F.O. ou à la C.F.T.C. mérite, par règle idéologique sinon statutaire, d'être fichu dehors. Qui les refuse ou les sabote ne devrait pas avoir sa place dans la C.G.T. La C.G.T. est un organisme de masse prolétarien aux mains d'opportunistes qu'il faut chasser. C.F.T.C. et F.O. n'expriment que les illusions réformistes ou paternalistes de l'aristocratie ouvrière étendues à des couches plus ou moins prolétariennes dont la partie la plus

délégués mineurs ont chanté victoire après la honteuse capitulation qui mit fin à la grève d'avril dernier ; les voilà contraints d'inviter leurs adhérents à remettre ça ; rien n'a changé pour ces derniers sinon que leur puissant mouvement d'alors tombe maintenant au niveau dérisoire d'un arrêt de travail de 24 heures. Les cheminots, déçus par les arbitrages successifs, n'ont jamais fait grève que pour réclamer de nouvelles parloles qui les laissent encore plus mécontents. Les dirigeants de la Fonction Publique, qui ont tempêté, en juillet dernier, contre la scélérate loi anti-grève, déclarent aujourd'hui que cette loi ne dérange en rien leur petit train-train revendicatif et s'emploient activement à déconsidérer encore un peu plus l'usage du "droit sacré" qu'ils voulaient (disaient-ils) défendre à tout prix. Les syndicats crient victoire quand ils capitulent. Les accords qu'ils passent entre eux sont essentiellement efficaces pour liquider les grèves ; "l'action dans l'unité" que réclame la C.G.T. n'aboutit qu'à l'unité de l'inaction. Seul le bla-bla-bla prospère, mais d'une ineptie et d'une monotonie telles que "l'ouvrier moyen" ne l'entend même plus.

Bien entendu, les centrales syndicales continuent, et continueront encore, à faire périodiquement "quelque chose" chaque fois que le gouvernement poussera un peu plus loin son offensive. Mais ce "quelque chose" a un sort couru d'avance ; on n'ose même plus comme autrefois, l'appeler "grève d'avertissement" car les grèves de 24 heures n'avertissent de rien, sinon du ferme désir de leurs promoteurs de n'en point faire d'autres ! C'est dans ce climat que certains se flattent de voir "progresser l'unité ouvrière". Mais il suffit de s'entendre sur le sens des mots. Il est possible que l'unité des dirigeants syndicaux progresse effectivement, car elle n'est qu'un réflexe de défense d'opportunistes et de gens acquis à la bourgeoisie et que ces derniers n'ont pas trop de toutes leurs forces réunies pour faire avaler aux ouvriers toutes les pilules que les conséquences sociales de la "coexistence pacifique" leur réservent. Pour les ouvriers, c'est autre chose ; ils peuvent bien se retrouver côte à côte dans la lutte, car c'est là l'effet impératif de l'aggravation des conditions sociales. Mais ceci ne doit pas nous dissimuler que tout ce qui est organisé, dans leur mouvement, s'acharne à freiner, limiter, interrompre un processus qui, dans de bonnes conditions politiques, aboutirait inévitablement à la mobilisation sociale générale du prolétariat.

.....

CONTRE LA C.G.T. ?

combative rejoindra sans doute le prolétariat authentique lors de la grande reprise des luttes sociales de demain, mais en rompant à la fois avec ses préjugés et avec ses chefs.

Nous sommes pour l'appartenance à la C.G.T. et contre la politique imposée à cette organisation par ses cadres actuels. Nous sommes pour le soutien et la participation à tout mouvement exprimant les revendications immédiates des ouvriers, et contre l'idéologie de défense démocratique, de grandeur nationale et de pacifisme social dont on les coiffe. Nous sommes pour la solidarité nationale et internationale du prolétariat, contre la division en centrales rivales et en intérêts mesquins de profession ; pour la lutte unitaire et les revendications intéressant l'ensemble de la classe ouvrière, contre les combats en ordre dispersé et la surenchère des catégories qui alimentent la concurrence entre les ouvriers ; pour l'action directe et contre l'arbitrage et les compromissions ; POUR une C.G.T. prolétarienne et révolutionnaire et CONTRE la C.G.T. avilie et dévoyée par les laquais du capitalisme.

Il y a peu de temps encore, quand l'agitation ouvrière n'était pas arrivée au niveau actuel, la C.G.T. parlait de grèves illimitées, comptant d'ailleurs sur l'action de F.O., partisan de la grève de 24 heures, pour écarter tout risque d'action prolongée. Aujourd'hui, en face d'une combativité ouvrière supérieure, la C.G.T. majoritaire ne se hasarde plus à prôner la grève illimitée que les exploités souhaitent : elle laisse à F. O., minoritaire, le soin de le faire. Mais en pratique les deux compères continuent à s'entendre pour mener seulement des grèves de 24 heures, catégorie par catégorie, c'est à dire pour réaliser l'unité au plus bas niveau : l'unité qui renonce à la vraie grève ; l'unité des accords d'entreprise et non de la lutte de masse ; l'unité de la capitulation et non du combat. En un mot, l'unité au niveau des éternels lécheurs de bottes du capitalisme à laquelle la C.F.T.C., cet autre larbin parfumé à l'eau bénite, est tout prêt à donner sa caution onctueuse, en perdant s'il le faut, et comme le lézard perd sa queue, c'est à dire sans en souffrir, une lettre de son sigle distinctif.

Affirmation gratuite ? Cette "unité" si longue à pousser, il suffit, pour qu'elle éclore un moment, que la menace ouvrière soit effective et la lutte réelle, comme cela se produisit lors de la grève des mineurs. En d'autres temps, la C.G.T. en présence d'un sabotage aussi éhonté de la lutte, se serait au moins préoccupée de sauver la face en dénonçant ses rivales capitulardes, comme elle le fit par exemple dans la grève des Postiers d'août 1953, liquidée honteusement par les soins conjugués de F.O. et de la C.F.T.C. Aujourd'hui la C.G.T. participe elle-même à cette capitulation ; elle signe les accords qui brisent les reins de la grève et elle appelle impérativement les ouvriers à les respecter.

Si le "communista" Frachon peut se mettre d'accord avec le "réformiste" Bothereau, si rien ne s'oppose à ce que ces deux athées fraternisent avec les curés de la C.F.T.C., c'est parce qu'ils ont tous désertés le camp de la lutte sociale pour celui de la collaboration de classes ; c'est parce que "l'unité" qu'ils mijotent n'est pas celle de la révolte prolétarienne mais celle du conformisme social ; c'est parce que, divisés lorsqu'ils s'agit de se disputer les miettes à distribuer à leur clientèle respective, ils sont bien capables de s'unir pour conserver, face à une lame de fond prolétarienne, le monopole syndical qu'ils détiennent pour le plus grand bien de la bourgeoisie.

En 1936, les communistes de la C.G.T.U., que Jouhaux et sa clique avaient exclus 15 ans plus tôt de la C.G.T. pour les couper de la base ouvrière, réintégrèrent la vieille centrale en abdiquant leur rôle révolutionnaire pour adhérer à "la défense de la démocratie", prétexte idéologique du second carnage impérialiste mondial. Rompue en 1939, parce que l'U.R.S.S. était passée provisoirement dans le camp impérialiste opposé à celui du capitalisme français, cette unité fut renouée durant la Résistance et, à la Libération, fit des "communistes" réconciliés avec Jouhaux les plus énergiques des garde-chiourmes de la Reconstruction capitaliste. Seconde unité crapuleuse qui ne dura guère plus que la première et pour les mêmes raisons : le prolétariat français n'a jamais été unifié, syndicalement, que sous le signe de la trahison.

Les compères renouvèleront-ils leurs "réconciliations" antérieures pour conjurer une nouvelle poussée ouvrière ? Ce n'est guère probable car ils rendent bien plus de services à la bourgeoisie en conservant leur autonomie respective et en ne se mettant d'accord que pour liquider les grèves. Quoi qu'il en soit, ce dont nous sommes sûrs, c'est que le prolétariat révolutionnaire les retrouvera toujours en travers de son chemin, dans l'unité organique comme dans la pluralité syndicale : l'unité de classe, l'unité effective de fraternité ouvrière et de solidarité agissante, devra être conquise contre eux et la révolution prolétarienne devra leur passer sur le corps.

"INDISCIPLINES" ET "PROVOCATIONS"

Les méthodes de l'opportunisme ouvrier sont partout les mêmes. En Italie comme en France, la trahison des luttes ouvrières se dissimule derrière le battage sur l'unité syndicale "enfin conquise" entre "communistes (la C.G. I.L. en Italie, la C.G.T. en France), "socialistes" (U.I.L. ou F.O.) et démocrates-chrétiens (C.I.S.L. ou C.F.T.C.). Tandis que le coût de la vie augmente sans cesse et que les dirigeants syndicaux signent avec le patronat des accords dérisoires, présentés comme autant de victoires, les ouvriers italiens ont déclenché récemment dans divers secteurs, malgré les consignes syndicales, des manifestations et des grèves spontanées. Nous en relaterons brièvement deux épisodes significatifs.

x x
x

Le 9 octobre, à Rome, une manifestation était organisée par les trois syndicats pour protester contre la menace de lock-out lancée par les entrepreneurs et constructeurs en réponse aux revendications de salaires des ouvriers du bâtiment. 20.000 ouvriers se rassemblèrent devant le siège de l'Association des constructeurs, tandis qu'une délégation des trois syndicats pénétrait dans l'édifice. Plus tard, le délégué de la C.G.I.L. apparut au balcon pour déclarer que les pourparlers avec le patronat étaient renvoyés au lendemain et que, donc, la manifestation devait se dissoudre "dans l'ordre". Mais les manifestants ne l'entendirent pas de cette oreille. Huant le délégué qui les exhortait au calme, ils se ruèrent sur le portail de l'immeuble pour tenter de l'abattre, firent face au service d'ordre imposant qui les entourait, tentèrent d'ériger des barricades et se rendirent maîtres de la rue pendant trois heures, malgré les charges des jeeps de la police, les puissants jets d'eau colorée et les bombes lacrymogènes... Trois heures de lutte violente qui suffirent à faire céder les entrepreneurs.

Instinctivement, les ouvriers romains avaient compris d'eux-mêmes que, si les entrepreneurs ne cédaient pas ce soir-là devant leur nombre menaçant, au grand jamais ils ne céderaient le lendemain autour du tapis vert des habituelles négociations; ils avaient compris que c'est de leur rassemblement, de leur union dans la rue que naissait leur force, et non de l'union des bonzes syndicaux palabrant autour du tapis vert. Et ils ont utilisé victorieusement leur force, la seule force du prolétariat, celle qui s'exerce en manifestations violentes et massives au lieu de se diluer dans des grèves symboliques de 24 heures, chantier par chantier, couronnées par des parlottes avec les patrons. Bien entendu, les bonzes syndicaux ont déclaré avec une unité remarquable que ces "désordres" étaient le fait de "provocateurs". Nous avons déjà entendu quelque chose de semblable lors des manifestations des mineurs français contre l'accord signé par leurs syndicats à la fin de la grande grève de mars-avril.

x x
x

Le 22 octobre, les ouvriers d'un département de l'usine Alfa-Roméo d'Arese déclenchent brusquement un mouvement de grève pour lutter contre l'augmentation draconienne des cadences de travail. Ils prennent d'eux-mêmes l'initiative d'envahir les autres départements de l'usine afin de les entraîner dans le mouvement. Grève sans préavis et sans discussion: instinctivement, les ouvriers rejettent la "tactique" syndicale des grèves de catégorie, des grèves au compte-gouttes entrecoupées de négociations. La direction réagit en mettant à pied 9 ouvriers pris au hasard. Les syndicats déplorent "cette méthode anti-démocratique"... et laissent faire le patronat.

Le 23 octobre, l'ensemble des ouvriers se met en grève pour marquer leur solidarité avec les 9 ouvriers sanctionnés. Les syndicats restent toujours passifs. Les 9 ouvriers décident alors de se rendre à l'usine Alfa-Romeo de Milan pour informer leurs camarades et les entraîner dans la lutte. Les syndicats ne font toujours rien, mais regrettent cette initiative des 9 ouvriers; un délégué va même jusqu'à dire qu'ils n'ont plus maintenant qu'à se débrouiller tout seuls.

Dès que ces faits sont connus, nos camarades de Milan affichent et distribuent à l'Alfa-Romeo de Milan un tract qui déclare en substance:

"La cause des camarades d'Arese est notre cause: le sort de tous les prolétaires de l'Alfa-Romeo est lié à leur sort. Nous devons répondre immédiatement et sans hésitations en déclenchant la grève non pour une heure ou deux, mais jusqu'à l'annulation des sanctions afin que cesse l'exploitation bestiale à laquelle sont soumis à Arese, à Milan et ailleurs, tous les prolétaires. Vive la grève générale de solidarité !".

Devant l'accueil favorable que font les ouvriers à ce tract, les organisations syndicales se réveillent miraculeusement et distribuent à leur tour, le 25 novembre, un tract où elles invitent les ouvriers à la "discipline", tout en leur conseillant de se méfier "des groupes extrémistes qui apportent la confusion et la division parmi les travailleurs et font le jeu du patronat"!

A la bonne heure! ce ne sont pas les syndicats qui font le jeu du patronat, en ne bougeant même pas le petit doigt contre les sanctions, mais
.../.

A P A R I S

Vendredi 6 décembre à 21 h., 10 rue de Lancry, P.-10e :

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?

A M A R S E I L L E

Samedi, 14 décembre à 21 h., "A l'Artistic", Cours Joseph Thierry:

LE COMMUNISME ET LES PAYS SOUS-DEVELOPPÉS

VEenez NOMBREUX A NOS RÉUNIONS !

ce sont nos camarades, parce qu'ils appellent les ouvriers à la solidarité de classe véritable, à la solidarité dans la lutte ! Ce sont nos camarades qui divisent les ouvriers !!!

Mais peu importe ce que racontent les bonzes du syndicat. Les ouvriers, eux, ont très bien compris que si le patron, deux jours plus tard, ramenait la mise à pied des 9 ouvriers à 3 jours seulement après des pourparlers avec les dirigeants syndicaux, ce n'était nullement à cause de l'habileté des négociations de ces derniers, mais à cause de la réaction des prolétaires appuyée par l'intervention de nos camarades.

x^x
x^xx

La conclusion est facile à tirer. Les mineurs français qui manifestaient en avril dernier contre les accords liquidateurs manquaient de "discipline" et obéissaient à des "provocateurs" ? Vive, alors, cette indiscipline-là, et ces provocateurs-là ! A bas les gardiens disciplinés de l'ordre bourgeois pour lesquels le dernier mot de la lutte prolétarienne, c'est de s'asseoir autour de la même table que les patrons pour entamer d'interminables négociations et traiter.

CE QUI NOUS DISTINGUE

- La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste
- La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance
- La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

SOMMAIRE DE "PROGRAMME COMMUNISTE", n° 25

- Communistes de temps meilleurs
- Bases pour l'adhésion au Parti Communiste Internationaliste (Programme Communiste)
- Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français
- Notes de lecture
- Notes d'actualité
Le prix de l'unité syndicale
A un milliard de télécrétinisés.

CRÉTINISME PARLEMENTAIRE

"On entend dire parfois que le parlementarisme a épuisé son rôle et qu'il faut chercher d'autres formes de représentation. C'est se faire du parlement une image désuète (sic!) sans apercevoir et les moyens et les possibilités de renouvellement qu'il recèle."

(Laurent Salini; éditorial de l'Humanité du 2.11.63)

"Le crétinisme parlementaire est ce mal qui fait pénétrer dans ses infortunées victimes la conviction solennelle que le monde entier, son histoire et son avenir, est gouverné et déterminé par la majorité de ce corps représentatif particulier qui a l'honneur de les compter parmi ses membres, et que tout ce qui se passe en dehors des murs de cette Chambre - guerres, révolutions, constructions de chemin de fer, colonisation de nouveaux continents entiers, découvertes des mines d'or californiennes, canal de l'Amérique centrale, armées russes, etc. exercent une influence sur les destinées de l'humanité, - que tout cela n'est rien, comparé aux événements incommensurables tournant autour de l'importante question, quelle qu'elle soit, qui, en ce moment précis, occupe l'attention de leur auguste Chambre". (Fr. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne)

ET CULTE DE LA DÉMOCRATIE

Lors de sa dernière session, le comité central du Parti communiste français a décidé "d'organiser une grande campagne sur les problèmes de la démocratie pour exposer et soumettre aux travailleurs des villes et des campagnes, à tous les démocrates, les solutions proposées par le Parti pour l'élaboration d'un programme commun" (commun aux "communistes", aux "socialistes", aux radicaux, etc., etc.).

"En expliquant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, de la démocratie bourgeoise, tous les socialistes ont exprimé l'idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses". (Lénine, Thèses et rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat - 1^o Congrès de l'Internationale Communiste - 1919).